

ÉLECTIONS QUÉBEC 2007

Des autochtones s'engagent

Pierre Trudel

Volume 37, numéro 1, 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1082904ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1082904ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Recherches amérindiennes au Québec

ISSN

0318-4137 (imprimé)

1923-5151 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Trudel, P. (2007). ÉLECTIONS QUÉBEC 2007 : des autochtones s'engagent.

Recherches amérindiennes au Québec, 37(1), 89–94.

<https://doi.org/10.7202/1082904ar>

référence » qui inspire à la fois les décisions de la Cour suprême et façonne le débat politique sur les autochtones. « C'est une influence qui se fera sentir dans le long terme », dit-il.

Décrit comme un document des années 70 à sa sortie, la « bible » des autochtones était en avance sur son époque. Dix ans plus tard, les « remèdes » élaborés par la Commission royale pour sortir [sic] les Premières Nations n'ont pas été tous utilisés. Le seront-ils dans dix autres années ?

(Publié dans *Le Devoir*, lundi 30 octobre 2006, A2)

Actualités

ÉLECTIONS QUÉBEC 2007 Des autochtones s'engagent*

Pour la première fois depuis sa fondation en 1985, l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador (APNQL) s'est engagée dans une élection au Québec, soit celle du 26 mars 2007. Lors d'une conférence de presse (01/03/07) tenue au cours de la campagne électorale, l'organisation autochtone présente le document Premières Nations : incontournables pour l'avenir du Québec. Le document énonce des principes importants aux yeux des Premières Nations et cerne les enjeux qui les touchent particulièrement. Selon l'APNQL, il s'agit d'un « appel ultime aux partis politiques provinciaux », et le Québec a « l'obligation d'y répondre ».

Le 20 mars, une semaine précédant l'élection, l'APNQL organisa au Cégep du Vieux Montréal un débat entre les partis politiques. Y ont participé Caroline Pageau de l'Action démocratique, Geoffrey Kelley du Parti libéral du Québec, Marjolain Dufour du Parti québécois et François Saillant de Québec solidaire (Pour des raisons de santé, le candidat du Parti Vert n'a pu se présenter). Le 22 mars avait lieu à l'Université du Québec à Montréal un midi des nations organisé conjointement par Recherches amérindiennes au Québec et la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes. À cette occasion et au terme

de la campagne électorale, le chef de l'APNQL, Ghislain Picard, commenta le débat tenu quelques jours plus tôt au Cégep du Vieux Montréal, tout en expliquant les motifs de l'engagement de son organisation dans la campagne électorale. À la suite de son discours, Josée Boileau, éditorialiste au quotidien *Le Devoir*, Alain Gagnon, de la Chaire de recherche du Canada en études québécoises et canadiennes, et Pierre Trudel, du Cégep du Vieux Montréal, ont discuté de l'engagement électoral de l'APNQL avec le chef Picard; questions et commentaires de la salle sont venues clôturer cette rencontre. Nous présentons ici un résumé des propos tenus lors de ce Midi des Nations¹.

Pierre Trudel

DISCOURS DE GHISLAIN PICARD

Deux raisons principales expliquent notre engagement dans cette campagne électorale. Malgré l'important Forum socio-économique tenu l'automne dernier (25-26-27 octobre 2006) sur notre situation et nos demandes, qui a réuni les gouvernements et les principaux acteurs de la société civile, aucun politicien n'est revenu sur les engagements issus de ce forum au cours de la campagne électorale. D'autre part, la question de la décentralisation des pouvoirs aux régions est au cœur des engagements des principaux partis politiques et encore là, on nous ignore totalement. Ce thème nous concerne directement puisqu'il soulève la question de l'exploitation des ressources du territoire et de la répartition des profits. Nous avons donc décidé de nous engager dans cette campagne. Mais avant d'aller plus loin, j'aimerais présenter quelques commentaires généraux sur cette première participation à des élections provinciales.

Cette tendance à prendre notre place continuera et s'accroîtra dans l'avenir, y compris du côté fédéral, là où pourraient se tenir de nouvelles élections, compte tenu du gouvernement minoritaire à Ottawa. Depuis le début de la campagne électorale québécoise, je considère que nos petits gestes, qui sont à la hauteur de nos moyens financiers et nos ressources humaines, nous ont malgré tout rapporté. Il faut dire que nous avons pris l'habitude de ne pas placer nos espoirs très haut... Je constate au terme de cette campagne, et à la suite du débat de cette semaine avec les partis politiques, que nous ne sortirons pas gagnants de cette élection... Notre message a cependant passé, plus particulièrement dans

les régions; quant à nous, nous avons atteint notre objectif. Après le 26 mars, le défi restera cependant entier. Je n'ai jamais autant suivi une campagne électorale! Je l'ai trouvée un peu terne... Je ne sais pas ce que vous en pensez vous-mêmes (loin de moi l'idée d'influencer votre vote, cela vous appartient, appartient à la société québécoise), mais trop de questions de personnalités ont dominé la campagne et pas assez sur l'analyse des plates-formes politiques des partis.

Il y a quelque temps se tenait le Forum socio-économique des Premières Nations à Mashteuiatsh. Concrètement, peu en est sorti. Ce fut malgré tout un exercice important pour nous. Avec peu de moyens, nous avons mobilisé d'une façon sans précédent les commissions de l'APNQL et nos professionnels de la santé, de l'éducation et de l'économie afin de tenir ce forum. Nous avons atteint encore là notre objectif de passer un message à la population en établissant clairement l'écart qui nous sépare dans nos conditions de vie d'avec les Québécois. Cette situation est déplorable et inacceptable. Le résultat de ce forum consiste essentiellement en des engagements des gouvernements afin de relever nos conditions socio-économiques sur une période de trois à cinq ans. Nous voulions confronter les gouvernements en leur posant des questions qui sont cruciales pour nous. Pour devenir des acteurs du relèvement de nos conditions de vie, nous devons dépasser la relation de dépendance envers les fonds gouvernementaux, plus particulièrement fédéraux. Nous devons aller plus loin qu'une simple relation financière. Au forum socio-économique, tous les partenaires se sont mis d'accord afin de doter nos communautés d'outils pour développer nos économies. Briser le lien de dépendance envers les transferts gouvernementaux et développer l'économie au moyen de l'accès aux ressources des territoires. Voilà ce qui a fait consensus. Il s'agit là du principal litige de nos Nations avec le Québec. De façon périodique, on assiste à des confrontations sur cette question des ressources.

Nous avons parcouru soixante-quinze pourcent du chemin, c'est la conclusion que nous tirons à la suite de ce forum socio-économique. Reste un vingt-cinq pourcent, et qui est capital à nos yeux. Sur les ressources, le Québec et le gouvernement libéral ne se prononcent pas. Il s'agit pourtant des ressources

* Le résumé des propos a été réalisé par Pierre Trudel.

d'un territoire sur lequel existe clairement un titre autochtone. Devant ce silence, pendant et depuis le forum, et prévoyant que ce silence allait perdurer au cours de la campagne électorale, stratégiquement nous avons décidé d'intervenir afin que non seulement le gouvernement mais également tous les partis politiques s'engagent sur cette question. Nous saisissons cette occasion pour affirmer haut et fort que nous sommes des acteurs incontournables dans le développement des régions. Depuis le lancement de notre « campagne » le premier mars, nous avons visité quelques régions et réaffirmons notre droit aux ressources. Jusqu'aux débats réunissant les représentants des partis politiques, aucun candidat n'avait soulevé la question autochtone dans la campagne.

Nous savions que le gouvernement Charest allait faire porter cette campagne sur la décentralisation des ressources et des pouvoirs vers les régions. Nous nous sommes sentis particulièrement interpellés. Particulièrement lorsque Mario Dumont, chef de l'Action démocratique, a avancé la promesse de remettre aux régions 25 % des redevances de l'exploitation des territoires. Ou encore lorsqu'il a promis la relance du projet hydro-électrique Grande-Baleine ou que Jean Charest a promis celui de la rivière Romaine. Ou encore lorsqu'un lapsus a amené le Premier ministre Charest à devoir expliquer sa pensée sur l'indivisibilité du territoire du Québec. Nous sommes d'accord avec le développement des régions, mais quelle est la place des Premières Nations? Personne n'en parle! Et en passant : oui, le territoire du Québec est peut-être divisible parce que les Premières Nations n'ont pas encore donné leur point de vue là-dessus.

Pendant la campagne électorale, le Premier ministre s'est rendu à Pikogan. Nous aussi. Et nous avons soulevé la question du territoire. La conférence de presse de Jean Charest, qui ne s'est pas tenue à Pikogan mais à Val-d'Or, n'a pas abordé la question du territoire mais plutôt celle de l'entente de Kelowna. Je n'ai pas trop compris pourquoi ce thème de nature fédérale s'est retrouvé dans une campagne provinciale. Il a donc maintenu la même stratégie tenue au Forum socio-économique en ignorant l'enjeu du territoire et en se concentrant plutôt sur la question des fonds alloués aux programmes et aux services.

Au lendemain de l'élection, la campagne électorale ne sera pas terminée

pour nous. La joute n'est pas finie. Notre objectif consiste à maintenir ces questions ouvertes, autant dans les partis politiques qu'à l'Assemblée nationale. Plus on va nous ignorer, plus nous allons en parler, voir même jusqu'aux Nations unies. On nous s'y pousse. Nous y serons, d'ailleurs, car s'ouvre bientôt la sixième session du Forum permanent des Nations unies sur les questions autochtones et, coïncidence, le territoire et les ressources constituent le thème de cette année.

L'Assemblée nationale du Québec a adopté à l'unanimité en 1985 une résolution quant à la reconnaissance des Premières Nations qui, j'en conviens, constitue un geste avant-gardiste. Elle est cependant restée lettre morte pour l'essentiel. Nous allons donc continuer à faire connaître notre point de vue, non seulement à l'Assemblée nationale mais aussi auprès des Québécois. C'est ce qui nous a guidés dans notre projet de Forum socio-économique et dans notre décision de participer à cette campagne électorale. Le 20 mars, nous avons réussi à réunir au Cégep du Vieux Montréal des représentants de quatre partis politiques qui se sont prononcés sur leurs intentions à notre égard. Seul, cependant, Québec Solidaire a posé un geste. Le lendemain, ce parti a émis un communiqué s'engageant, s'ils ont un député d'élu, à proposer une motion à l'Assemblée nationale à l'effet de demander au gouvernement fédéral de revoir sa position contre le projet des Nations unies de Déclaration sur les droits des peuples autochtones.

Mais passons maintenant à la discussion, ce qui nous donnera l'occasion de revenir sur ces questions.

DISCUSSION

Pierre Trudel — Commençons par une thématique en quelque sorte préalable, et ce afin de mieux faire connaître l'APNQL et la problématique de sa participation à notre système démocratique. De votre côté, comment s'est prise cette décision? Par vote, par consensus? Y a-t-il eu opposition?

Ghislain Picard — Bon... Dans mon esprit, il y avait consensus! [Rires] La question est pertinente. Profitons-en pour faire connaître l'APNQL. L'APNQL fait partie de l'APN, organisation nationale. Les chefs de ces deux organisations sont des porte-parole élus respectivement par les chefs, soit de l'ensemble du Canada, soit de la région du Québec et du Labrador. Les chefs réunis en assemblée nous donnent la ligne de direction.

En passant, je ne suis pas tout à fait d'accord avec l'idée que l'APN représente, à l'échelle de tout le pays, l'ensemble des membres des Premières Nations.

À l'APNQL, nos démarches sont appuyées par des commissions qui ont un rôle davantage administratif, et qui œuvrent dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux. Nous observons la scène politique et nous informons les chefs d'enjeu qui nous concernent. Ils sont appelés à réagir. Nous sommes en quelque sorte des chiens de garde. Par exemple, nous étudions les projets de lois; s'ils ont un impact sur nous, nous alertons alors les chefs. La décision relative au Forum socio-économique a été prise par les chefs en juin 2004. Quant à la décision de notre participation à la campagne électorale, c'est plutôt le secrétariat de l'APNQL qui a pris cette décision, comme cela arrive souvent. Bien sûr, mon mandat n'est peut-être pas assez clair. J'en discutais récemment avec les chefs; dans certaine situation, j'ai à réagir rapidement. Je prends un risque, j'en suis conscient. Je pense que si nous ne sommes pas là, personne ne viendra nous chercher. Pas un gouvernement, surtout provincial, ne fera appel à nous en pleine campagne électorale pour nous parler des choses qui nous préoccupent; c'est à nous de prendre notre place. Personne ne le fera à notre place; cette fois-ci, c'est donc le secrétariat de l'APN qui a décidé de l'engagement électoral; le risque en valait la peine.

P.T. — Feriez-vous, comme Phil Fontaine, chef de l'APN, une publicité à la télévision en compagnie du directeur des élections du Canada invitant les autochtones à voter? Comment distinguer la position de l'APN et de l'APNQL? J'ai l'impression que vous n'encouragez pas vos membres à voter.

G.P. — Nous nous sommes déjà prononcés sur cette question, entre autres à l'occasion d'un référendum sur la souveraineté du Québec. Notre position est de respecter la décision prise dans les autres régions du Canada. Hors Québec, on fait davantage la promotion de partenariat de cette nature avec des institutions fédérales ou provinciales. Tout en respectant leurs décisions, nous ne serions pas d'accord qu'ils viennent au Québec encourager nos membres à voter. Plusieurs chefs ont cette position de ne pas voter. Donc, notre position fait en sorte que nous n'invitions pas à voter mais nous

n'empêchons pas de voter, non plus. La décision appartient aux individus.

Plusieurs ont soulevé l'apparente contradiction qui résulte de notre absence dans la participation au scrutin et de notre présence dans la campagne électorale. Quel que soit le gouvernement en place à la suite des élections et quelle que soit notre participation au vote, je pense que les défis resteront entiers. Sans vouloir critiquer la position des autres régions du pays, je m'interroge sur ce que nous pouvons tirer d'une participation au vote. Le droit de vote a été accordé aux Premières Nations en 1968; un premier député autochtone a été alors élu et cela n'a pas changé les choses, cela n'a pas empêché Jean Chrétien de présenter son Livre blanc en 1969. Il y a donc un manque de cohérence entre cet appel au vote par le gouvernement fédéral et les bénéfices que nous pouvons en tirer, et ce malgré la collaboration du chef national avec Élection Canada. Nous referons sûrement ce débat. Mais j'imagine mal un bureau de scrutin à Kahnawake... Un chef innu a interdit aussi la présence de boîte de scrutin sur son territoire; ce n'est pas une position strictement mohawk mais une situation qui touche plusieurs communautés que nous représentons.

P.T. — *Présentement, les membres des Premières Nations ne votent que dans les élections de conseils de bande. Et votent peu autrement. Comment envisager une meilleure intégration des peuples autochtones au système démocratique du pays? On sait qu'il y a déjà eu des recommandations, autant du côté de la Chambre des communes que de l'Assemblée nationale, proposant des sièges réservés à des représentants autochtones? Qu'en pensez-vous? Ou bien, êtes-vous plutôt Canadiens ou Québécois par défaut...*

G.P. — On touche ici plusieurs questions à la fois : l'identité des individus et de leurs communautés, la question de la participation au processus démocratique, y compris à des élections au sein même des communautés. On sait que la participation est parfois très faible, comme à Kahnawake. Des gens m'ont avoué ne pas voter, n'ayant pas confiance au système d'élection du conseil de bande, mais disaient aussi qu'ils pourraient envisager de voter si leur communauté se dotait d'un processus électoral qui lui ressemble davantage.

Cette question a été beaucoup débattue en 1983 avant l'adoption par

l'Assemblée nationale de la résolution reconnaissant les Nations autochtones. L'hypothèse d'une députation autochtone au moyen de comtés réservés n'a pas fait consensus parmi nous. La problématique n'a pas été résolue et la question est demeurée ouverte. A été aussi envisagée la mise en place d'une commission parlementaire permanente de l'Assemblée nationale qui traiterait des questions autochtones. D'ailleurs, cette proposition est revenue en juin 2003 lors de la signature d'une entente avec le gouvernement Charest. Dans cette entente, nous visons à aborder les dossiers litigieux qui nous séparent. Il est question de trouver, à moyen terme, un mode de collaboration avec l'Assemblée nationale et à nous doter, quant à nous, d'institutions qui nous sont propres.

Josée Boileau — *On m'a demandé d'aborder les dossiers critiques qui vous concernent dans cette campagne. Au point où nous en sommes rendus, ma préoccupation, quant à moi, est à savoir si le prochain gouvernement tiendra tout simplement compte des questions autochtones! Je n'ai pas assisté au débat de mardi, je ne suis cependant pas étonnée d'apprendre l'engagement de Québec solidaire à votre égard. (Je sais que cette question est importante pour François Saillant.) Mais aucun parti politique ne fait allusion aux autochtones dans son programme. Libéraux et péquistes soulèvent la question des francophones hors Québec, rien cependant sur ceux que vous représentez. C'est, à mon avis, le plus grand échec de l'important forum que vous avez tenu à l'automne. J'aimerais vous entendre réagir là-dessus. Les chefs de partis présents à ce forum ont manifesté une attention évidente; vous êtes arrivés avec des propositions chiffrées quant aux dix mille possibilités. Compte tenu des problèmes sociaux criants de vos communautés, cela n'a aucun sens que personne n'en parle maintenant!*

G. P. — D'où notre décision de participer à cette campagne électorale. Et d'occuper le peu d'espace que nous occupons. C'est exact : depuis le forum, rien ne se passe. Et ce, en dépit de mes deux rencontres avec Jean Charest à la suite du forum. Minimale, nous nous sommes entendus sur un processus de suivi, un mécanisme pour continuer le dialogue. Ils ont proposé de se rencontrer un an après le forum, j'ai proposé six mois. Compte tenu du déclenchement des élections, la rencontre sur le suivi a été reportée. Le défi reste donc entier; soit celui de ramener le prochain

gouvernement à se préoccuper de notre situation socio-économique. Cette situation ressemble à ce que l'on voit ces jours-ci à l'occasion du budget fédéral. Malgré les milliards distribués à gauche et à droite, rien de nouveau pour les autochtones. Le ministre des Affaires indiennes s'est contenté de parler des neuf milliards consacrés aux autochtones, ignorant totalement la proposition de la Commission royale sur les peuples autochtones qui, voilà dix ans, avançait son plan de développement sur vingt ans. Il s'agissait d'ajouter deux milliards et demi par année à ce budget sur une période de vingt ans pour améliorer nos conditions de vie et réduire notre dépendance à l'égard des paiements de transferts. C'est sans doute avec une telle intervention que l'on arrivera à modifier les choses. Tous les Canadiens ont à gagner de ce développement. Nous avons parlé au forum de dix mille logements à créer, le chef national en réplique au budget fédéral a relevé le besoin de quatre-vingt mille logements. La conséquence de ne pas mettre maintenant sur pied ces habitations, compte tenu de la croissance de notre population, fera que, plus tard, en construire quarante mille ne changera rien à nos conditions de vie.

J. B. — *Vous parlez du conservatisme du gouvernement conservateur et de son absence de sensibilité aux questions autochtones dans son dernier budget. On sait que Mario Dumont a voté pour Stephen Harper et qu'il partage en quelque sorte la même philosophie. En tant que lobbyiste, et si l'ADQ détient la balance du pouvoir, comment allez-vous composer avec cette réalité. L'ADQ attribue beaucoup d'attention aux régions, compte tenu de son électoral. Il me semble que cela vous nuira. Comment allez-vous prendre votre place?*

G.P. — Au niveau fédéral, nous allons sur la scène internationale afin d'attirer l'attention sur notre situation. Nous l'avons fait même avec le gouvernement libéral. Quant au Québec, les principaux partis proposent d'en redonner aux régions. Les libéraux ont mis en place, par exemple, voici dix-huit mois, des commissions sur la foresterie. Elles sont devenues des commissions régionales sur le développement des ressources naturelles, sûrement à la suite du lobbying des municipalités. Et sans nous avoir consultés. Et sans tenir compte de notre titre au territoire. Bien que le Québec tente de se conformer aux jugements de

la Cour suprême quant à l'obligation de nous consulter, et ceci en produisant un guide intérimaire de consultation, il procède comme s'il avait la primauté. Nous avons produit notre propre guide, et plutôt que de nous imposer le leur, le processus pourrait être différent et tenir compte du nôtre.

La dynamique entre Premières Nations et régions est importante et sera extrêmement laborieuse. Nous prévoyons des épisodes de confrontation. Leurs positions sont connues. Chaque municipalité tient à se retrouver aux tables de négociation. Quant à nous, le contexte approprié est celui de négociation de gouvernement à gouvernement. Nous faisons affaire avec un gouvernement qui représente ces municipalités.

J. B. — *En dépit des jugements de la Cour suprême qui visent à assurer une plus grande égalité, et qui ont établi l'obligation de consultation, rien ne change. C'est frappant. J'ai en mémoire d'avoir suivi, en tant qu'éditorialiste, le cas d'un jugement sur la foresterie de l'île René-Levasseur; la juge s'est profondément indignée de constater que, malgré les décisions de la Cour, vous avez été placés devant le fait accompli. Se réalisent ces négociations, ces ententes, mais les comportements ne changent pas. Est-on confrontés à un problème de communication culturelle, comme l'a fait souvent remarquer notre grand spécialiste de la nordicité Louis-Edmond Hamelin?*

G.P. — À mon avis, je ne peux pas croire que les gens ne comprennent pas. C'est tout simplement une question de volonté politique. La question est simple. Les Européens sont arrivés, il y a eu colonisation et nous nous sommes retrouvés avec des résultats comme ceux qui caractérisent la communauté de Kitcisakik. Et de beaucoup d'autres. Nous voulons être reconnus. Et vous l'avez fait par une résolution de l'Assemblée nationale, mais qui est restée lettre morte.

J'ai beaucoup de difficulté à comprendre comment Mario Dumont en campagne électorale réanime le projet hydro-électrique de Grande-Baleine sans faire référence aux peuples autochtones. La même chose pour le Premier ministre Charest qui, lui, promet La Romaine. J'entendais au Cégep du Vieux Montréal le ministre Kelly dire qu'il menait des discussions sur ce projet hydro-électrique avec les Innus. Je suis vaincu que le chef Jean-Charles Piétacho ne partage pas ce point de vue! N'a-t-on rien appris de l'expérience des années 1970 pendant

lesquelles le Québec développait le projet La Grande sans même en avoir parlé aux autochtones? Et ce que cela a coûté aux Québécois. Nous sommes encore devant un dialogue de sourds. Et c'est une question d'intérêts. Le dossier agace le gouvernement du Québec...

Alain Gagnon — *Merci d'être à l'UQAM. Comme Pierre, j'aimerais poursuivre sur le thème de la participation politique des Autochtones. Ma question est directe : allez-vous voter? Est-ce déjà fait? [Rires] Vous pouvez me répondre plus tard, prenez le temps d'y penser...*

G. P. — Vous voulez semer le doute dans le choix que j'ai à faire... [Rires]

A.G. — *Autre question, cette fois-ci concernant ces rendez-vous manqués depuis 25 ans : rapatriement de la constitution, accord du Lac Meech ou référendum sur la souveraineté du Québec. En discutant avec des autochtones à l'occasion de ces débats sociaux, je proposais l'idée d'un fédéralisme multinational qui implique la reconnaissance formelle des Premières Nations. À aucun moment, je n'ai vu un autochtone faire de même et reconnaître sincèrement et pleinement la nation québécoise. Malgré la grande complicité qu'il y avait entre autonomistes et nationalistes québécois avec les autochtones, lors de ces rendez-vous manqués, il y avait une tension. Jusqu'où peut-on aller ensemble s'il n'y a pas de reconnaissance mutuelle? Surtout chez les souverainistes, plusieurs pensent que les Autochtones devraient faire un pas vers notre communauté politique, largement définie, et nous reconnaître. Peut-être qu'un premier pas pourrait consister en une participation politique? Je sais qu'un candidat dans cette élection est autochtone. Peut-être, de cette façon, élu, pourra-t-il faire avancer les revendications nationales des Premières Nations?*

Ce que l'on constate de plus en plus, ce sont des négociations de chef à chef. Exemple : la Paix des Braves qui constitue, sans doute, un succès. Le tout a commencé par la rencontre entre le Premier ministre Landry et le Grand Chef Moses. On converse directement et par-dessus les grandes instances politiques québécoises. Ce faisant, et dans ce système, les citoyens, eux, ne prennent pas conscience de la présence des uns et des autres. De cette façon, la communication entre citoyens est court-circuitée. Les gens n'apprennent pas à dialoguer, à se connaître, à échanger, à comprendre la langue de l'Autre. D'où le discours de sourds dont vous parliez plus tôt. Comment lever l'embâcle? Est-ce en généralisant ce type

d'entente que constitue la Paix des Braves, à d'autres Nations? C'est peut-être une formule à succès. Qu'en pensez-vous? Devrait-on répéter ce type de négociation et d'entente, qui assure un certain succès, mais qui maintient un système dans lequel seuls les chefs discutent et connaissent les enjeux?

G. P. — Sans doute, faut-il trouver d'autres façons de se rapprocher comme peuples. Oui, nous sommes souvent placés en opposition. Il y a eu la crise d'Oka qui, malgré tout, a amené des gens à vouloir mieux se connaître... Il est important ici de rappeler que parmi nous se produit une réappropriation identitaire. Ce processus est méconnu. Cela se fait parfois brutalement et transparaît dans les problèmes sociaux que nous connaissons. D'autre part, vous parlez de la Paix des Braves, on parle peu du fait qu'elle résulte aussi de représentations qu'ont faites les Cris pendant vingt-cinq ans après la Convention de la Baie James et du Nord québécois et à la suite de promesses non respectées. Oui, il y a une place à une meilleure éducation pour mieux se connaître. Et autrement que dans des circonstances où l'on s'assoit à une table de négociation parce qu'on y est forcé. À l'APNQL, nous tentons de créer ce genre de rencontre et nous avons souvent fait remarquer au gouvernement qu'il a un rôle à jouer dans ce domaine. Le Québec a l'obligation d'agir dans ce domaine. Par exemple, dans l'enseignement de l'Histoire qui ne rend souvent pas justice aux Premières Nations. Je conviens cependant que cela passe par le fait de retrouver une certaine dignité. L'estime de soi, de notre côté, est une valeur très importante et cela nous manque. Pour la retrouver, bien sûr, il faut développer notre capacité économique, nous donner des institutions sociales qui nous ressemblent, retrouver des valeurs qui sont souvent toujours enracinées chez nous. Et ainsi de retrouver la capacité d'établir des relations avec des gouvernements qui nous entourent et la capacité de pouvoir apprendre de l'Autre, mais sans y être forcé.

A. G. — *Peut-on imaginer une réforme institutionnelle qui créerait une table commune entre les Premières Nations et le Québec et, pourquoi pas, où siègeraient les régions dont vous parliez tout à l'heure. S'y produiraient en quelque sorte des discussions et des négociations permanentes. Proposeriez-vous une telle réforme? Il s'agirait là d'un message clair que vous reconnaissez ce Québec qui avance certains*

enjeux politiques et qui est présent sur la scène internationale. Et d'égal à égal, comme l'affirment les nationalistes. N'y a-t-il pas moyen de trouver un discours convergent entre vous et la majorité des nationalistes et autonomistes québécois ?

G. P. — Oui, sincèrement, la possibilité existe. Cela dépend cependant de la volonté politique du Québec dont j'ai parlé plus tôt. De la bonne foi. Et des principes qui orientent cette action. C'est possible. D'ailleurs, tout n'est pas à réinventer car cette discussion a été faite, plus particulièrement avec les souverainistes. Des manifestes ont été produits dans lesquels on se reconnaît mutuellement. Présentement cette reconnaissance n'existe pas même avec un gouvernement du Parti québécois. Je me rappelle en 1998 : le gouvernement a avancé une politique en matière autochtone et faisait en même temps une offre tout en décidant des règles du jeu. C'est un très mauvais départ. Il doit y avoir démarche consensuelle. Le gouvernement fédéral est maître dans ce genre d'opération et l'a fait à ses dépens.

QUESTIONS DE LA SALLE

Marc Brière (Mouvement Démocratie-Souveraineté) — Vous évoquez la question de l'indivisibilité du territoire du Québec. Vous laissez la question ouverte, ce qui est un peu angoissant. À la suite du référendum de 1995, j'ai formé un collectif qui réunissait entre autres des gens comme Guy Rocher, Charles Taylor et des proches des autochtones, tels James O'Reilly, René Boudreault et Bernard Cleary. Ceux-ci se sont prononcés contre la partition et pour une autonomie politique au sein du Québec. La situation a-t-elle changé ? Le Québec, je crois, reconnaît le droit à la partition d'avec le Canada mais ne reconnaît pas ce droit aux Premières Nations vis-à-vis du territoire du Québec ? Qu'en pensez-vous ?

G. P. — Bon... Disons-le clairement : je ne suis pas aussi angoissé par la question ! Les positions émises en 1995 demeurent les mêmes. Le territoire est toujours grevé d'un titre autochtone avec des droits ancestraux. Le Québec peut parler de souveraineté tant qu'il voudra, sans accord avec les Premières Nations, la question demeure ouverte. Nous n'acceptons pas une démarche selon laquelle les Québécois s'entendent entre eux pour ensuite nous consulter. Et ce, sous les prétextes du nombre ou de la théorie de la découverte. Tant mieux si la question demeure angoissante car il

s'agit d'une question fondamentale qui ne doit pas être ignorée. Notre position n'a pas pour but d'empêcher les Québécois de se prononcer sur leur destin, elle vise plutôt à ce qu'un peuple ne décide pas pour l'autre.

André Dudemaine (Terres en vues) — J'ai assisté au débat au Cégep du Vieux Montréal et j'ai constaté que la culture n'a pas été abordée. C'est une question importante. D'une part, il y a les coupures dans les programmes sur les langues autochtones de Patrimoine Canada. C'est de compétence fédérale, bien sûr, mais les candidats auraient pu s'interroger à savoir si le Québec peut jouer un rôle compensatoire. Je suis scandalisé par le fait que des miettes sont réservées aux autochtones dans l'ensemble des programmes des commandites d'Hydro-Québec. Il s'agit là de 85 millions de dollars ! Hydro-Québec tire ses profits essentiellement des territoires autochtones, rappelons-le. À la SODEC et au Conseil des arts et des lettres du Québec, il n'y a aucun programme destiné aux autochtones, contrairement à la situation au gouvernement fédéral. Ces questions n'auraient-elles pas dû être posées aux candidats lors du débat ?

G. P. — Le débat a été court, ce qui nous a limités dans le choix des thèmes. Nous aurions pu traiter de la question identitaire, de la réalité urbaine ou des femmes autochtones. Moins que dans l'ouest du pays, il s'agit tout de même de 35 à 40 % des autochtones qui vivent en milieu urbain. La réalité culturelle s'exprime différemment d'une nation à l'autre. C'est le fédéral qui en a la principale responsabilité. Pour ce qui est des langues autochtones, il accorde le montant ridicule d'environ 3000 \$ par communauté ! Et il a gelé un programme de 160 millions. À la suite du forum, le ministère de l'Éducation du Québec aurait pu s'impliquer sur la question de la préservation des langues autochtones. Je reconnais que cette question aurait pu prendre plus de place lors du débat entre les partis politiques, comme d'autres.

Fernand Cloutier (professeur de science politique au Cégep de Rosemont) — Bon, il semble que peu chose se passe, à vous entendre. On sait qu'en politique, afin de faire fléchir les gouvernements, il faut acquérir un rapport de force et pas seulement mettre de l'avant des idéaux politiques. Vous obtenez peu de rapports de force, compte tenu de votre nombre. Devriez-vous faire comme d'autres qui s'adonnent à une forme de clientélisme politique en s'adonnant à du « give and take » dans leur

allégeance politique ? La Chambre de commerce italo-canadienne le fait pour le vote fédéraliste, et les souverainistes peuvent en faire autant ? Pourquoi ne pas entrer dans ce jeu pour obtenir quelque chose de concret ?

G.P. — Je tiens à corriger l'impression que j'ai pu donner plus tôt. Le discours des souverainistes à notre égard a beaucoup évolué. Je pense que l'on a reconnu ce sur quoi se fonde notre position. Monsieur Boisclair, chef du Parti québécois, nous l'a confirmé : il n'y aura pas de souveraineté du Québec sans un accord avec les Premières Nations. Il s'agit d'une déclaration importante.

Je pense que les partis politiques devraient être unanimes à notre égard, de la même façon que la question de l'environnement a suscité un consensus, compte tenu de son caractère d'urgence. Devant les questions qui nous préoccupent, les partis politiques devraient se concerter.

Pierre-Olivier Fraser (étudiant en science politique à l'UQAM) — J'aimerais revenir sur votre participation à la politique québécoise. On a vu que vous suscitez peu d'attention dans cette campagne électorale. Peut-être que cela résulte du manque d'intérêt que porte à cette question l'ensemble de la population ; les politiciens tiennent à se faire élire et vous ignorent... La solution ne se trouve-t-elle pas dans une participation politique de votre part ? Quels motifs donnent les chefs que vous représentez pour s'éloigner de la politique québécoise ?

G. P. — Un jour, les chefs aborderont cette question. On n'est pas rendus là. La question n'apparaît pas encore dans l'ordre du jour de nos rencontres. Pour le moment, le contexte fait que nous n'abordons pas cette question, bien qu'elle soit intéressante et qu'elle mérite sa place auprès des chefs.

Josée Boileau — Vous n'avez pas encore répondu à la question d'Alain Gagnon. Allez-vous voter et pour qui ! [Rires]

G. P. — [Rire] Moi, je ne vote pas... en général.

Gustavo Zamora Jiménez (Cercle des Premières Nations de l'UQAM) — Ma question concerne le barrage routier de l'autre jour sur la route 117, en Abitibi, monté par des autochtones hors réserve. Qui sont ces gens ? L'Assemblée des Premières Nations ne devrait-elle pas montrer davantage de sympathie à ces autochtones hors réserve ou encore à la question des étudiants en milieu urbain. Je comprends que vous représentez d'abord les gens qui vivent

dans les réserves, mais ces organisations ne vont-elles pas tenter de regrouper ces gens ?

G. P. — Nous avons dénoncé ce barrage routier qui d'ailleurs s'est produit, curieusement, au même moment où nous faisons une sortie publique afin d'informer la population de notre engagement dans la campagne électorale. C'est une question importante que vous soulevez. Des autochtones vivent en milieu urbain pour diverses raisons. Nous ne pouvons cependant pas les représenter sans passer par les chefs qui nous donnent notre légitimité et de qui nous tenons nos mandats. Cette question est criante parfois, je pense ici à ce que je vois à Montréal, soit les sans-abri inuits. Autant les organisations inuites que nous-mêmes sommes concernés par le problème.

Guillaume Carle, que j'ai déjà rencontré lorsqu'il était président de l'Alliance autochtone du Québec, une ancienne organisation d'autochtones hors réserve, a été battu à la dernière élection. Il a fondé une autre organisation politique parce qu'il ne reconnaissait pas sa défaite électorale, soit la Confédération des peuples autochtones du Québec et du Canada. Il est allé chercher l'appui de dissidents algonquins du Conseil du Lac Barrière pour mener son opération. Nous avons donc dénoncé ce barrage qui affectait la légitimité des revendications des Algonquins. Nous avons aussi dénoncé le Québec qui avait fait un faux-pas en discutant à une occasion avec cette organisation qui n'est pas légitime à nos yeux. C'est une question complexe.

Note

1. La série Midi des Nations vise à faire connaître des leaders autochtones. Recherches amérindiennes au Québec produit des DVD de ces rencontres publiques. La série a reçu l'aide financière du Secrétariat des affaires autochtones du Québec et du ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.

« DES OBJETS QUI PARLENT, DANSENT ET MANGENT » Nouvelles perspectives muséales : statut et sacralisation des objets

Marie Mauzé (CNRS, Paris)
et Joëlle Rostkowski
(UNESCO/EHESS, Paris)

Comment s'étonner que ces objets qui parlent, dansent et mangent, conservent même dans la prison du Musée un peu de leur vie frémissante ?

(Claude Lévi-Strauss)

ÉMERVEILLÉ PAR LA PUISSANCE et l'expressivité de l'art de la côte Nord-Ouest, Claude Lévi-Strauss a merveilleusement évoqué la qualité de la « vie esthétique » qui en émane. En 1943, il écrit dans un article mémorable, publié dans la *Gazette des Beaux-Arts* :

Beaucoup de ces masques, de ces statues, sont des portraits attentifs qui témoignent du souci, non seulement d'atteindre la ressemblance physique, mais aussi de deviner les plus subtils ressorts de l'âme. Et le sculpteur d'Alaska ou de la Colombie britannique n'est pas seulement le sorcier qui confère au surnaturel sa forme visible, c'est aussi le co-auteur inspiré, l'interprète qui traduit en chef-d'œuvre éternel les émotions fugitives des hommes. (2004 : 148).

Quand Lévi-Strauss écrit ces lignes, le poète en lui s'autorise une allusion discrète au « murmure étouffé » des objets dans la « prison » du musée, alors qu'il ressent un profond émerveillement devant leur force d'attraction. Ces pièces, il ne les perçoit pas seulement comme des « choses », mais comme des « hommes-animaux, des boîtes vivantes », des créations dotées du pouvoir de parler, de se transformer, de communiquer avec l'être humain (*ibid.*). Ainsi, dès les années 1940, pose-t-il déjà en filigrane la question du statut des objets dans les musées, et du respect qu'ils doivent inspirer.

Actuellement, alors que de nouveaux musées consacrés aux arts des premières nations viennent d'ouvrir leurs portes, on s'interroge avec une acuité particulière sur les perspectives muséales qui doivent permettre de faire évoluer le statut de l'objet et de tenir compte de leur dimension sacrée. Quelle est la signification d'un objet, d'une œuvre d'art et quelle est la fonction du musée dans la

présentation des pièces qui constituent ses collections ?

Dans les débats qui se font jour depuis les années 1980 sur la notion d'objets sacrés ou sensibles, notamment en Amérique du Nord, en Australie et en Nouvelle-Zélande, la parole est donnée aux peuples autochtones. Comme le souligne Kylie Message à propos du musée national néo-zélandais Te Papa (Wellington), qu'elle rapproche du Centre culturel Tjibaou de Nouvelle-Calédonie : « dans ces deux musées [...] l'image de la culture est très liée à la politique [...] le rôle de la rhétorique est évident dans la façon dont ces institutions ont été pensées, réalisées et établies » (2006 : 137). À cet égard, on peut aussi trouver beaucoup de points communs avec la conception du nouveau National Museum of the American Indian (NMAI) de Washington D.C.

Lors de l'inauguration de ce musée, en septembre 2004, un colloque a été organisé autour des nouveaux enjeux muséographiques. Étaient conviés des conservateurs de Nouvelle-Zélande, d'Australie, du Canada, et quelques spécialistes européens. À cette occasion, les intervenants ont comparé les pratiques et les perspectives qui prévalent dans leur pays respectif. Les débats ont essentiellement porté sur la perception et les valeurs des cultures autochtones situées sur le territoire des États-nations qui les ont conquises et colonisées.

Parmi les communications les plus marquantes figurait celle de Jette Sandahl, directrice du Musée des cultures du monde à Göteborg (Suède), qui s'est engagée en faveur du pluralisme culturel et de la conception des musées comme lieux de réconciliation. Dans son intervention publiée sous le titre « Living Entities » dans le premier volume de la nouvelle collection des Éditions du MNAI, elle fait remarquer : « [Ce] musée évoque et promeut une métaphysique et des cosmologies qui traitent en termes éthiques de la création et de l'ordre de l'univers, ainsi que du lien spirituel qui relie l'espèce humaine et le reste du monde » (2005 : 28). Elle considère que les voix exprimées par les autochtones au sein de ce musée témoignent de leur respect envers les objets considérés comme des entités vivantes, renfermant des esprits, voire perçus comme des êtres conscients éprouvant des besoins qui leur sont propres (*ibid.*).

On assiste donc, au NMAI comme dans beaucoup de « jeunes » musées